



Sortir de l'austérité, c'est aussi s'attaquer à la financiarisation

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

La voracité de certains fonds financiers n'est plus à démontrer. Nombre d'entreprises et leurs salariés en ont déjà fait les frais.

Il s'agit souvent, à partir de mécanismes de type LBO, de « *se sucrer sur la bête* ».

Les remboursements d'emprunt et les dividendes viennent vider l'activité économique, conduisant fréquemment à des ventes ou dépeçages. C'est ce que connaît actuellement Vivarte, où les licenciements et cessions d'activités se multiplient.

Il est plus que temps que cela cesse.

Il faut rappeler que l'entreprise est une réalité économique sans reconnaissance juridique.

C'est la société et non l'entreprise qui détient la personnalité juridique.

C'est donc un abus de considérer que ce sont les actionnaires qui sont propriétaires de l'entreprise. Ils ne sont que propriétaires de leurs actions.

Il fut d'ailleurs un temps où des dirigeants d'entreprise pouvaient mener une politique relativement autonome par rapport au capital.

Les choses ont changé dans les années 1980

quand, sous l'influence de l'École de Chicago, il fut décidé que l'entreprise devait, par la création de valeur, privilégier l'intérêt de l'actionnaire, les dirigeants comme les salariés devenant en quelque sorte leurs agents.

De fait, cela a introduit une confusion entre l'intérêt social et l'intérêt des actionnaires au détriment des salariés et de l'entreprise.

En ont découlé toutes les théories et pratiques actuelles du management.

Ce qui est en cause, c'est le mouvement de financiarisation des économies. Il est à l'origine de la crise financière de 2008, favorisée par la dérégulation/déréglementation.

Il porte atteinte à la démocratie et est en grande partie à l'origine du chômage et de la précarité.

Comme je l'indiquais dans un précédent éditorial, il est frappant de constater, en France, que la courbe de progression de la financiarisation est la même que celle de la progression du chômage.

Sortir de l'austérité, c'est aussi s'attaquer à la financiarisation. ▀

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@jcmailly sur Twitter